



Communiqué de presse *Pour diffusion immédiate*

Le gouvernement du Canada annonce une aide de 8,3 millions de dollars pour son initiative Voix et leadership des femmes en Haïti, qui sera mise en œuvre par le CECI

Port-au-Prince, 19 février 2018 – La ministre du Développement international et de la Francophonie, l'honorable Marie-Claude Bibeau, a annoncé aujourd'hui un financement de 8,3 millions de dollars pour son initiative Voix et leadership des femmes en Haïti, qui sera mise en œuvre avec l'appui du CECI.

La ministre a annoncé ce financement à l'occasion de sa visite en Haïti, où elle a rencontré des représentants gouvernementaux, des organisations de femmes et des partenaires en développement international, dont le CECI.

La ministre se dit persuadée que le moyen le plus efficace d'éliminer la pauvreté est de renforcer le pouvoir des femmes et des filles. Ce à quoi s'emploie depuis 60 ans le CECI à travers le monde, et depuis 1971 en Haïti.

Le directeur du CECI-Haïti, Monsieur Gypsy Michel, présent aux côtés de la ministre au moment de l'annonce, s'est dit « *très honoré de la confiance qu'accordait la ministre Bibeau et le gouvernement du Canada au CECI, sur une question aussi cruciale que les droits des femmes et la lutte contre les injustices et les inégalités, en cette période trouble, où le secteur de l'aide internationale est justement, comme les autres secteurs, questionné sur les relations de pouvoir abusives, y compris d'ordre sexuel, qui peuvent malheureusement parfois s'y exercer. La lutte contre la pauvreté et les inégalités est le cœur de la mission du CECI, et au centre de celle-ci se trouve l'égalité entre les femmes et les hommes.* »

Le CECI prend très au sérieux la question du harcèlement sexuel, de l'exploitation et des abus et condamne fermement de tels comportements. À cet effet, le CECI a émis une déclaration publique disponible sur notre site Internet. Les politiques, les règles et codes de conduites du CECI en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, de sécurité et de harcèlement, y compris sexuel, sont également disponibles sur notre site Internet dans la section documents institutionnels. Ces politiques et codes de conduite ont été rappelés à tout le personnel et les volontaires du CECI. Le CECI encourage la dénonciation de toute forme de harcèlement, d'abus ou de violence et a, à cet égard, une approche de tolérance zéro.

Au cœur de l'initiative **Voix et leadership des femmes en Haïti**, se trouvent plus d'une trentaine d'organisations de femmes en défense des droits femmes, dont six réseaux (appelés faïtières en Haïti), que le CECI accompagnera vers une pleine autonomie.

L'initiative est d'une durée de cinq (5) ans, et prendra place dans quatre (4) régions du pays : le Grand Nord, le Grand Sud, l'Ouest et la bande frontalière entre Haïti et la République dominicaine. Il a pour objectif de permettre aux femmes et aux filles un meilleur exercice de leurs droits et de faire progresser le mouvement des femmes en Haïti à travers le renforcement des capacités des organisations de la société civile haïtienne de défense des droits des femmes. Le tout en incluant et en faisant participer les hommes et les jeunes hommes.

Au total, l'initiative appuiera techniquement et financièrement plus de 30 organisations de défense des droits des femmes, et fera directement participer 3 000 personnes vivant dans des conditions de marginalité et de vulnérabilité (dont 30 % de jeunes femmes), au bénéfice de 130 000 personnes.

Le CECI accompagnera les organisations de défense des droits femmes dans le renforcement de :

- 1) leurs capacités de gestion organisationnelle, programmatique, financière et de réponse aux risques ;
- 2) leurs compétences à fournir et à coordonner des services de qualité spécifiques pour les femmes et les filles ;
- 3) leurs capacités à influencer la mise en œuvre du cadre légal et réglementaire et à créer un environnement social et institutionnel favorable à l'égalité entre les femmes et les hommes en Haïti.

En juin 2017, Affaires mondiales Canada (AMC) a lancé la nouvelle Politique féministe d'aide internationale du Canada, et s'est fixé pour objectif, d'ici 2021-2022, de consacrer au moins 95 % de son aide bilatérale à des initiatives qui visent ou intègrent l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles. L'annonce concernant l'initiative Voix et leadership des femmes en Haïti du CECI va donc exactement dans le sens des engagements pris par le gouvernement du Canada.

Le CECI a toujours été un précurseur en matière d'égalité entre les sexes, non seulement à l'intérieur de ses projets d'aide et de développement, mais au sein même de son organisation. C'est en 1992 que le CECI a élaboré sa première [Politique d'égalité entre les femmes et les hommes](#). Cette politique a été revue et actualisée à quelques reprises depuis, et nous entamons actuellement, en 2018, à l'occasion de nos 60 ans, une nouvelle révision de cette politique.

-30-

Guypsy Michel, Directeur régional Haïti-Caraïbes du CECI, +(509) 3481 9715, guypsym@ceci.ca

France-Isabelle Langlois, Directrice communication et développement, CECI, 514-774-7527, france-isabelle@ceci.ca

Le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) est une ONG de développement et de coopération internationale québécoise fondée en 1958 dont la mission est de combattre la pauvreté et l'exclusion des populations les plus marginalisées en Afrique, en Asie et dans les Amériques. Le CECI appuie les populations locales à mettre en œuvre différents projets en assistance humanitaire, en développement durable et en coopération volontaire dans plus de 20 pays dans le monde. www.ceci.ca

En Haïti, le CECI est toujours demeuré présent depuis son établissement en 1971, même lors des nombreuses périodes d'instabilité politique que le pays a connues au fil des ans. Le CECI-Haïti est présent sur plus de 30 % du territoire, ce qui fait de lui l'une des plus grandes organisations internationales d'aide au développement sur l'île. Le CECI-Haïti a contribué à l'amélioration de la qualité de vie de plusieurs centaines de milliers de personnes, favorisant l'émergence de nouveaux modèles de partenariats entre les différents acteurs : autorités locale et nationales, organisations de la société civile et population.